



COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Dépôt du document de consultation par le ministère des Transports concernant les pistes d'action pour le financement du transport en commun

Des solutions connues mais des gestes concrets qui se feront encore attendre

Québec, le 15 décembre 2004 - Vivre en Ville, le regroupement québécois pour le développement urbain, rural et villageois viable, accueille de façon mitigée le document de consultation déposée aujourd'hui par le Ministre des transports du Québec, M.Yvon Marcoux, concernant les pistes d'action pour le financement du transport en commun.

Vivre en Ville reconnaît les efforts du ministère au regard des solutions proposées, de même qu'à la mesure transitoire de financement de 20M\$ octroyés aux Sociétés de transport. « C'est au moins une bonne chose que le ministère reconnaisse enfin qu'il y a un problème de financement du transport collectif au Québec » déclare Jérôme Vaillancourt, directeur général de Vivre en Ville.

Cependant, les mesures envisagées étaient déjà connues. « Depuis juin 2002 que le ministère des transports étudie la situation, envisage des solutions et consulte les différents intervenants, et rien n'a encore bougé! Il est temps de passer aux actes et de poser des gestes concrets, davantage qu'une autre consultation » déplore M.Vaillancourt.

Vivre en Ville s'inquiète également du désengagement avoué de la part du Gouvernement du Québec qui annonce qu'il s'en remettra à la résolution du déséquilibre fiscal avec le gouvernement fédéral pour envisager des solutions durables au financement du transport collectif au Québec. « Il est intéressant d'offrir de nouveaux moyens pour diversifier les revenus des municipalités dédiés au financement du transport collectif et d'envisager une entente à moyen terme avec le fédéral, mais cela ne doit pas permettre au gouvernement du Québec de justifier encore une fois son désengagement du financement et des investissements relatifs au transport en commun. » soutient Jérôme Vaillancourt.

Vivre en Ville défend depuis des années l'importance d'un transport en commun efficace et extensif comme ingrédient principal de la compétitivité des agglomérations, elles-mêmes au cœur du développement économique des nations. Plusieurs acteurs économiques aux Etats-Unis et en Europe ont déjà confirmé cet état de fait. Plus près de nous, la récente étude de la firme SECOR mandatée par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain le confirmait également la semaine dernière. Ainsi, Vivre en Ville considère que le gouvernement du Québec doit intervenir dans le financement du transport en commun et mettre en place rapidement des mécanismes pour en assurer le plein essor. « Le Québec a cruellement besoin d'une véritable politique du transport des personnes qui donnera une vision du développement souhaité des divers modes de transports, qui fixera des objectifs et déterminera des moyens financiers pour les atteindre. » conclut M.Vaillancourt.

Vivre en Ville participera activement à cette consultation pour faire valoir son opinion quant à l'importance d'un investissement dans le développement des transports collectifs au Québec et en faveur d'une équité avec les sommes dépensées pour les infrastructures routières qui se chiffraient à près d'un milliard de dollars en 2003-2004.

- 30 -

Source: Jérôme Vaillancourt, directeur général

Cell. : (418) 570-5038
Bur. : (418) 522-0011